Vivre L'EUROPE !

Ce qu'elle change dans votre quotidien

Cofinancé par l'Union européenne

Parlement européen

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du programme de subventions du Parlement européen dans le domaine de la communication.
Nos rédactions ont choisi les sujets et leur traitement en totale indépendance. Le Parlement européen n'a pas été impliqué dans sa préparation. Il ne peut donc être tenu pour responsable des informations données ou des points de vue exprimés. Conformément au droit applicable, les éventuels dommages, directs ou indirects, pouvant résulter de la réalisation du projet, ne pourront lui être imputés.

Rossel France

Ils participent au projet :
La Voix du Nord · L'union · L'Indépendant de Normandie · Nord éclair · Courrier Picard · Nord Littoral · L'Ardennais · Libération Champagne · L'Est éclair



Pourquoi tant de Français traversent la frontière pour se former en Belgique

Etudes de santé. Faute de pouvoir accéder facilement à certaines formations en France, des milliers de jeunes choisissent la Belgique pour étudier les métiers de la santé. À Charleroi, les étudiantes françaises sont même largement majoritaires dans la formation de sage-femme.

Des étudiantes sages-femmes dans les locaux de la Haute École Louvain en Hainaut (HELHa), à Charleroi. Avec le pull mauve, Anna, jeune étudiante et présidente du Cercle, l'équivalent d'un BDE (Bureau des élèves). **Florent Moreau**



Laurent Decotte

La scène surprend. Dans une grande salle, une trentaine de jeunes femmes s'entraînent à pratiquer des accouchements sur des mannequins sans tête. Elles travaillent par binômes. L'une simule la poussée, l'autre accompagne la naissance du bébé, une poupée, et s'occupe du cordon ombilical. Ce sont des étudiantes sages-femmes.

20 000 étudiants français en Belgique francophone

Plus de 80 % d'entre elles sont françaises. Et pourtant, nous sommes à Charleroi, de l'autre côté de la frontière. Beaucoup, comme Manon, viennent du Nord. D'autres ont traversé une bonne partie de la France : Anna est originaire de Bordeaux, Élise de Nantes. « *On a deux filles qui viennent de Marseille, plusieurs de Toulouse, une de La Réunion* », énumère Christine Knapczyk, coordinatrice de la section sage-femme de la Haute École Louvain en Hainaut (HELHa).

Le phénomène dépasse largement cette école. Environ 20 000 étudiants français poursuivent leurs études supérieures en Belgique francophone, soit près de 10 % des étudiants de la Fédération Wallonie Bruxelles. Les formations en santé sont particulièrement concernées.

Il faut dire que les règles d'accès diffèrent sensiblement de celles appliquées en France. En médecine et en dentisterie, les études restent très sélectives et les places réservées aux non-résidents belges sont limitées. Ailleurs il suffit de s'inscrire : pas de concours d'entrée ni de Parcoursup. Mais attention, l'admission ne garantit pas la réussite.

En kinésithérapie, les étudiants français ne peuvent ainsi représenter plus de 30 % des effectifs. Leur admission passe par un tirage au sort, auquel chaque candidat ne peut participer que dans une seule école ou université.

En soins infirmiers, ils sont également nombreux dans les établissements proches de la frontière, notamment à Tournai et Mouscron. En psychomotricité, en ergothérapie ou en biopharmacie, ils sont présents sans être majoritaires. En revanche, dans la formation de sage-femme, les Français – il n'y a que deux garçons – sont ultra-majoritaires. Et aucun quota ne limite aujourd'hui leur nombre.

Gaspard, 20 ans, originaire de Bondues, est en troisième année de kiné. Il a été tiré au sort le 2 septembre 2024. « *Quand j'ai reçu ce mail de l'HELHa, ça a été une délivrance.* »

L'accès plus facile ne signifie toutefois pas que le parcours est sans difficulté

Pour Camille, originaire d'Orchies, la Belgique a aussi représenté une échappatoire après une première année de santé en France où « *c'est un peu Hunger Games* », raconte-t-elle. Elle a découvert l'ergothérapie lors des journées portes ouvertes de l'école et ne regrette pas son choix. Elle apprécie notamment l'attention portée par les enseignants au bien-être des étudiants. Elle bénéficie également d'aides sociales : elle ne paie que 50 euros de droits d'inscription, le minerval, contre 1 200 euros normalement.

L'accès plus facile ne signifie toutefois pas que le parcours est sans difficulté. « *La sélection ne se fait pas à l'entrée, mais le taux d'échec est élevé à la fin de la première année* », prévient Valérie Seront, directrice du Département santé et technologies médicales de la HELHa. Les étudiants rencontrés le confirment : il faut travailler. Les futures sages-femmes doivent aussi composer avec une autre difficulté, celle de trouver des stages.

Sauf en soins infirmiers, la plupart envisagent néanmoins de revenir exercer en France. Même si ça demande quelques démarches administratives, les diplômes belges sont reconnus dans l'Hexagone, y compris si les cursus ne sont pas identiques. Quatre ans pour devenir sage-femme en Belgique, contre six en France. « *Il est bien vu de se former en plus à l'échographie et à la gynécologie quand on veut travailler en France* », souligne Manon, de Valenciennes. « *Beaucoup de Françaises font des stages supplémentaires pendant leurs vacances* », ajoute Élise. L'Ordre des sages-femmes examine les demandes d'équivalence, mais Christine Knapczyk se veut rassurante : jusqu'à présent, les diplômées de l'école qui ont souhaité rentrer en France ont toujours réussi à trouver un poste.

Pour ces jeunes femmes, la Belgique est donc bien plus qu'une solution de repli : une autre voie pour accéder au métier qu'elles souhaitent exercer, y compris à quelques kilomètres seulement de chez elles. ●

ÉPISODE 8/12 : LA SANTÉ (volet 2)

Prochaine parution
Retrouvez, jeudi 18 novembre, le regard de députés européens et de personnalités de la société civile investies localement sur la santé en Europe.

PRÉCÉDENTS ÉPISODES
Retrouvez tous nos sujets Vivre l'Europe sur notre site

Le service public de santé britannique, « la chose la plus importante au Royaume-Uni »

Grande-Bretagne. Les Britanniques sont très attachés à leur système public de santé fondé à l'après-guerre. Universel et gratuit, il permet un accès aux soins. Mais les difficultés liées au manque de moyens, aggravées depuis la crise sanitaire, l'ont fragilisé, et le système est saturé.



Aïcha Noui

Tout un symbole et un hommage… En 2012, le réalisateur britannique Danny Boyle aux manettes de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, donnait à voir au monde ce que représente pour les Britanniques, le NHS (National health service), le service public de santé créé en 1948 par le gouvernement travailliste Attlee. Des nurses, de vraies infirmières du NHS, telles des Mary Poppins, descendaient du ciel pour sauver les enfants. C'est dire l'ancrage de l'institution que le NHS représente dans la société et dans le cœur des Britanniques.

Quatorze ans plus tard, la crise sanitaire est passée par là, elle a percuté de plein fouet le NHS. Devant l'hôpital d'Orpington, district de Bromley, dans la région du Grand Londres, Julie



Les Britanniques sont très attachés à leur système de santé, le NHS, et misent sur sa résistance malgré les difficultés aggravées par la crise sanitaire.

Blyth, 60 ans, retraitée, sort de l'établissement, avec bien du mal, elle vient en consultation dans la perspective d'une arthroplastie du genou. « *En Angleterre, tu n'as rien à payer pour tes soins, qui que tu sois, c'est plus juste car beaucoup de gens n'ont pas les moyens d'avoir une assurance*, dit-elle. *Je n'aurais pas les moyens de me payer cette opération, à notre âge, on a beaucoup de problèmes de santé, et pour mon suivi ophtalmique, j'aurai dû débourser 3 à 4 000 livres, s'il n'y avait pas le NHS, comment je ferais ?* »

Le NHS garantit l'accès universel et gratuit aux soins, sans avance de frais, dans les établissements publics de santé. « *C'est sans doute le meilleur système de santé au monde*, argue Adam Abubakari, 30 ans. Cet ingénieur informatique a « *grandi avec le NHS mais aujourd'hui, le système manque de moyens humains et financiers.* »

Désert dentaire

Depuis le Covid, le NHS est régulièrement saturé, la pénurie de soignants publics, notamment des dentistes, se fait cruellement sentir. L'attente peut-être est longue voire désespérante pour bien des Britanniques, en dépit des promesses de réorientation des crédits européens vers le NHS qui étaient au coeur des tenants du Brexit, Nigel Farage en tête. En 2023, l'histoire de George Clinos, 68 ans, avait ému le monde, cet habitant de Liverpool s'était arraché onze dents avec une pince faute de dentistes conventionnés. Un an plus tard, Caroline Pursey, 63 ans, s'arrachera onze dents avec une tenaille. Des cas loin d'être isolés. Une étude réalisée par les Travaillistes à leur arrivée au pouvoir en 2024, estimait que 10 % des Britanniques se soignaient eux-mêmes les dents ou se les arrachaient. « *Malheureusement des années de politique retombent sur le gouvernement actuel mais il fait ce qu'il peut* », appuie Adam qui pointe les dégâts laissés par les Conservateurs après quatorze ans aux manettes.

À Locksbottom, le ballet des ambulances du NHS rythme les abords de l'hôpital Princess Royal. Sous les drapeaux du NHS qui flottent, Caitlin Thompson, 24 ans, et sa collègue Taylor, 25 ans, ambulancières du NHS, font du non-stop, « *sans nous, il n'y aurait pas de lits disponibles, le taux d'occupation est tellement important, nous permettons de faire le lien et d'assurer une continuité entre ceux qui entrent et ceux qui sortent*, souligne Caitlin. *Au sein du NHS, nous comptons les uns sur les autres.* » Une unité indispensable, aussi en dehors. « *Si nous perdons le NHS, nous perdons tout, c'est la chose la plus importante au Royaume-Uni, je ne sais pas si je serai toujours là sans le NHS*, reconnaît-elle. *À plusieurs reprises, des gouvernements* (Tatcher, Blair, Cameron, Johnson, NDLR) *ont déjà essayé de le vendre des soins à des compagnies privées, alors, non ne touchez pas au NHS !* » On imagine la levée de boucliers… ●

Deux pays, des patients et une même question de santé

Ardennes. La frontière belge n'est pas un obstacle pour accéder aux soins. Grâce à des conventions, Français et Belges peuvent se faire soigner de l'autre côté.



Corinne Lange

Pour Claire, Sébastien et leurs deux enfants, la Belgique est devenue leur premier réflexe médical. Installée entre Fumay et Givet, cette famille ardennaise a ses habitudes de l'autre côté de la frontière, du médecin généraliste aux spécialistes, jusqu'au centre hospitalier. Un choix assumé, dicté avant tout par le pragmatisme. Depuis leur domicile, rejoindre l'hôpital de Charleville-Mézières représente plus d'une heure de route, tandis qu'il faut compter environ deux heures pour atteindre Reims. Alors que l'hôpital le plus proche de Givet est le site de Dinant (Hôpital Saint-Vincent) du CHU UCL Namur, situé à peine à 22 km.

En Belgique, les établissements sont plus accessibles. Les délais pour obtenir un rendez-vous entrent également en ligne de compte. Même pour une éventuelle intervention des pompiers, la proximité des secours belges est un argument à prendre en considération. Pour cette famille, la frontière est donc davantage une ouverture qu'une limite.

Une zone organisée d'accès aux soins transfrontaliers

Cette liberté de circulation ne doit rien au hasard. Elle repose notamment sur la Zone organisée d'accès aux soins transfrontaliers (ZOAST). Ce dispositif permet aux assurés sociaux français et belges résidant dans un périmètre défini de bénéficier de soins hospitaliers ou ambulatoires de l'autre côté de la frontière, sans autorisation médicale préalable. Côté français, plusieurs communes des arrondissements de Charleville-Mézières et de Sedan sont concernées, notamment Givet, Fumay, Revin, Sedan ou encore Carignan. En Belgique, le dispositif couvre les arrondissements de Dinant et de Philippeville ainsi que la commune de Bouillon. L'objectif est simple : faciliter l'accès aux soins en s'affranchissant des limites administratives nationales. Dans un territoire rural où les difficultés d'accès aux professionnels de santé sont parfois importantes, la proximité géographique peut l'emporter sur la frontière. Une consultation, une hospitalisation ou un suivi médical peuvent ainsi être organisés dans le pays voisin.

36 Français pour un Belge

Mais cette circulation des patients se fait encore très majoritairement dans un sens. En 2023, 14 173 passages de Français ont été enregistrés dans les hôpitaux belges, contre 392 patients



De nombreux Français se rendent à l'hôpital de Dinant en Belgique qui se situe à peine à 22 km de Givet, ville dans la pointe des Ardennes françaises.

belges accueillis au centre hospitalier intercommunal nord Ardennes. Soit environ 36 Français pour un Belge. Un déséquilibre qui questionne les acteurs hospitaliers ardennais, alors même que l'établissement estime pouvoir répondre à une grande partie des besoins de la population.

La coopération européenne ne se limite toutefois pas aux séjours hospitaliers. D'autres projets cherchent à améliorer la continuité des soins de part et d'autre de la frontière. C'est le cas de COSERDO, consacré à la coordination des services d'aide et de soins à domicile, afin d'accompagner au mieux les patients après leur retour chez eux. Le projet HIS2R a, lui, expérimenté le suivi à distance de personnes âgées atteintes de maladies chroniques vivant en milieu rural, grâce à des tablettes et à l'accompagnement de professionnels.

Autant d'initiatives qui rappellent que la santé est aussi une affaire de coopération territoriale. Pour Claire, Sébastien et leurs enfants, l'Europe prend une forme très concrète : celle d'un parcours de soins qui ne s'arrête pas à la frontière. ●

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)